

**Climat, justice sociale – Sortons Macron !**  
**Malgré la répression gouvernementale, 17 militants climat**  
**décrochent les portraits du président Macron à Chantepie et**  
**Betton!!**

**Ce samedi 15 juin vers 11h, 17 militants climat d'Action Non Violente-COP 21 se sont emparés du portrait officiel du président Macron, dans les mairies de Chantepie et Betton. En dépit des condamnations prononcées par les ministres Franck Riester, Bruno Le Maire et Sébastien Lecornu et une répression démesurée, les militants restent déterminés à dénoncer l'inaction d'un président Macron se contentant de beaux slogans et de grands débats face à l'urgence climatique et sociale. Brandissant des banderoles où l'on pouvait lire « *Climat, justice sociale : où est Macron ?* » ou encore « *Climat, justice sociale, sortons Macron !* », les militants répondent ainsi à l'appel lancé pour généraliser de telles actions de réquisition sur la France entière.**

En réaction à la réponse du gouvernement à l'Affaire du siècle - action en justice contre l'Etat français pour inaction face au dérèglement climatique signée par plus de 2 millions de personnes - 17 militants d'Action Non Violente-COP 21 ont réquisitionné les portraits du président Macron, dans les mairies de Betton et Chantepie. Jugée inacceptable par les militants d'ANV-COP21, la réponse "nous ne changerons pas de cap" confirme la totale inaction et incompréhension du gouvernement face à l'urgence climatique. Il se satisfait des petits pas conduisant notre planète à devenir une étuve. 63 actions de réquisition ont été menées en tout, à Paris, à Lyon, en Alsace, au Pays-Basque, dans le Loiret, l'Ain et les Pyrénées Orientales.

Avec les alertes des scientifiques s'accroissent (GIEC et IPBES) sur la disparition des espèces et le changement climatique, en pleine mobilisation des jeunes (déjà deux gèves mondiales) et après la sixième marche en 9 mois, Emmanuel Macron persiste en prétendant que « beaucoup a été fait ces deux dernières années » pour le climat et en se contentant de créer deux nouvelles instances : une « convention citoyenne » et un « conseil de défense écologique ».

Pour les militants climat, nul besoin de nouvelles consultations ou procédures de débat pour savoir ce qu'il faut faire : réduire radicalement et tout de suite les émissions de gaz à effet de serre au lieu de les augmenter. Contrairement à ce qu'il se passe actuellement en France, laisser les énergies fossiles dans le sol au lieu d'autoriser Total à explorer pour en trouver de nouvelles, mettre en place des politiques d'économies d'énergie et de transfert sur des mobilités douces ou ferroviaires au lieu de continuer à faire des autoroutes et à booster le transport aérien, partager les richesses et lutter contre l'obsolescence programmée au lieu de produire toujours plus, préserver les terres de leur bétonisation au lieu d'autoriser Europacity, relocaliser et réguler au lieu de ratifier le CETA.





### Une réponse gouvernementale pas à la hauteur des enjeux

Mercredi 27 février, le ministre de la Transition écologique et solidaire François de Rugy [HYPERLINK "https://www.nouvelobs.com/politique/20190227.AFP2288/le-ras-le-bol-des-defenseurs-du-climat-face-a-rugy.html"](https://www.nouvelobs.com/politique/20190227.AFP2288/le-ras-le-bol-des-defenseurs-du-climat-face-a-rugy.html) recevait 175 signataires de la pétition l'Affaire du Siècle. Déçues par la réponse du gouvernement, les quatre ONG à l'origine de la pétition ont annoncé un recours devant le tribunal administratif de Paris.

Les citoyens ne se contentent plus de beaux discours, il faut des actes immédiats et concrets

à la hauteur de l'enjeu. Face à l'inaction du gouvernement et face à la répression pour seule réponse, la détermination des militants ne faiblit pas. Un appel à été lancé pour décrocher 125 portraits d'ici le G7, symbolisant les 125 jours qu'il a fallu à la France pour dépasser son empreinte écologique.

Dans la continuité de cet appel, c'est plus de 84 personnes auditionnées, 46 placées en garde à vue, 38 perquisitionnées, 9 procès d'ores et déjà programmés et sans oublier la saisie du bureau de lutte anti-terroriste (BLAT). Face à cette répression disproportionnée, les militants invoquent l'impératif climatique qui les a poussé à agir et mettre en jeu leur responsabilité pénale.

Nous dénonçons l'irresponsabilité d'un président face au dérèglement climatique qui se targue d'être champion de la terre mais ne proposant que des réunions sans mesure concrète et immédiate.

Voilà pourquoi, nous continuerons à décrocher massivement des portraits partout en France jusqu'à ce que l'urgence soit entendue et traduite dans des actes.